



SOMMAIRE

Pages

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [fin].....	357
Clôture des travaux de la Commission.....	360

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [fin]

[Point 11*]

1. M. LEE (Chine) déclare que les porte-parole des pays du bloc soviétique se sont accordés à faire l'éloge des progrès que la Chine communiste aurait accomplis dans le domaine agricole et industriel comme dans celui des communications. Or, la question principale n'est pas de savoir si la production s'est effectivement accrue en Chine et si l'on y procède vraiment à de nouvelles constructions, mais bien si ces mêmes objectifs ne pouvaient pas être atteints sans assujettir le peuple à de grandes souffrances et sans le placer sous le joug de l'étranger. L'exemple de Formose, seule partie de Chine restée libre, permet de déclarer qu'il était possible de le faire. Tous les Chinois qui ont l'heur de se trouver en dehors du rideau de fer et beaucoup de ceux qui vivent sous le régime communiste considèrent que l'on fait preuve d'une cruelle ironie en affirmant que le règne de l'URSS sert les intérêts du peuple chinois. Selon les renseignements qui proviennent de Chine, la production agricole ne fait que baisser, car les cultivateurs sont découragés par le taux excessif des impôts; la classe des propriétaires fonciers est "liquidée" et la révolte gronde parmi les paysans. Dans l'industrie, les mesures de répression frappent impitoyablement les patrons comme les ouvriers. M. Lee déclare que ces renseignements, qu'il a déjà eu l'occasion de communiquer à la Commission, émanent d'observateurs neutres et dignes de foi. Il rappelle que toutes les installations industrielles de la Mandchourie, région industrielle la plus prospère de Chine avant la guerre, ont été envoyées en Russie en 1945 par l'Armée soviétique: la Mission Pauley a évalué à 800 millions de dollars la valeur totale du matériel et de l'équipement ainsi enlevés à la Chine.

2. Il semble bien, en effet, que de vastes travaux soient accomplis d'urgence dans le domaine des communications. Mais la délégation de la Chine tient à souligner que les routes et les chemins de fer, en dehors de leur intérêt économique, présentent une immense impor-

tance du point de vue militaire et stratégique: cette considération prend toute sa valeur en regard des événements qui se produisent en Corée et dans le sud-est de l'Asie. La délégation de la Chine est, certes, en faveur du développement économique, mais d'un développement économique qui s'accomplit dans la liberté. L'histoire abonde en exemples de travaux prestigieux accomplis par des esclaves; même si les renseignements communiqués par les représentants du bloc soviétique étaient fondés — et M. Lee le conteste — le genre de développement économique qui est imposé aujourd'hui au peuple chinois est de ceux que repousse la délégation de la Chine.

3. M. CECH (Tchécoslovaquie) fait observer qu'à la séance précédente un nouveau représentant des Etats-Unis, le sénateur Wiley, dans une intervention remarquable par la violence et par la médiocrité des arguments, a prononcé des paroles calomnieuses pour l'Union soviétique et les démocraties populaires. Le sénateur Wiley, qui siégeait pour la première fois à la Deuxième Commission, ignorait sans doute que cette Commission s'est consacrée à l'étude de graves problèmes économiques que ses membres s'efforcent — en dépit de leurs divergences d'opinions — de résoudre en toute objectivité à la lumière d'arguments bien fondés. La délégation de la Tchécoslovaquie s'élève avec énergie contre l'utilisation de méthodes qui peuvent avoir cours dans divers organes des Etats-Unis, mais qui n'ont pas leur place dans une organisation internationale.

4. M. Cech souligne que, dès la naissance de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis s'est efforcé d'en entraver le fonctionnement et de poursuivre une politique contraire à la Charte et aux principes de la collaboration pacifique internationale. Le *Mutual Security Act*, promulgué le 10 octobre 1951 par le Gouvernement des Etats-Unis, est l'expression de cette politique. Conformément aux dispositions de cette loi, un crédit de 100 millions de dollars a été affecté au financement de l'activité d'individus ou d'organismes chargés de se livrer en URSS et dans les démocraties populaires à des manœuvres de sabotage ou à des opérations d'espionnage. C'est ainsi que des saboteurs pourvus d'armes de fabrication américaine, de faux papiers et de grosses sommes

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

d'argent ont été recrutés par les services américains d'espionnage et introduits sur le territoire de la Tchécoslovaquie. Ceux d'entre eux qui ont été arrêtés ont reconnu qu'ils avaient été chargés de missions d'espionnage et de sabotage. La plupart étaient des repris de justice et certains avaient appartenu à des organisations nationales-socialistes, ce qui n'a rien de surprenant étant donné que le Gouvernement des Etats-Unis a pour politique d'exploiter à leurs propres fins la soif de revanche des nazis contre les pays de régime socialiste. La terreur, l'espionnage, l'assassinat et le sabotage sont devenus des instruments reconnus de la politique des Etats-Unis.

5. M. Cech indique également qu'un sénateur américain, celui qui précisément s'est livré devant la Commission aux calomnieuses attaques précitées, a déclaré, lors d'une entrevue accordée à des correspondants de presse, que le Gouvernement des Etats-Unis s'efforçait, par le moyen de la Voix de l'Amérique, de diffuser sa propagande dans les démocraties populaires.

6. Le représentant de la Tchécoslovaquie indique qu'il n'est pas surprenant, en présence d'une telle situation, que la politique des Etats-Unis ait soulevé l'opposition et la résistance de tous les pays d'Europe occidentale. Dans ces pays, les masses réagissent contre l'impérialisme américain. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les inscriptions qui recouvrent les murs des capitales d'Europe et qui sont l'expression spontanée de la résistance des populations à la politique impérialiste des Etats-Unis. Cette résistance a atteint un degré tel que certains Américains s'en sont émus et se sont préoccupés de rechercher les causes de l'échec de la propagande américaine en Europe, en Asie, dans le Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.

7. Au cours de son intervention, le représentant des Etats-Unis a accusé la Tchécoslovaquie d'avoir violé les obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Rien n'est plus faux, déclare M. Cech, car les statistiques démontrent que dès 1947 les exportations des Etats-Unis vers la Tchécoslovaquie ont commencé à baisser à la suite de mesures restrictives prises par le Gouvernement des Etats-Unis. Ce sont les Etats-Unis qui ont pris l'initiative des mesures tendant à liquider les succursales des sociétés américaines en Tchécoslovaquie. Le représentant des Etats-Unis a également prétendu que son gouvernement était mal informé au sujet du marché tchèque. A ce propos, M. Cech indique que rien n'empêchait les sociétés américaines de faire des offres aux entreprises d'Etat tchèques, et que les conditions du commerce avec la Tchécoslovaquie ne sont nullement tenues secrètes. Il ressort au contraire, de documents publiés par les organes compétents des Etats-Unis, et notamment du rapport à la Chambre des représentants en date du 16 juillet 1951, que le Gouvernement des Etats-Unis exerce depuis 1948 un contrôle d'ensemble sur les exportations. Les changements intervenus ont eu leur cause dans l'évolution de la politique des Etats-Unis. Aux termes du même rapport, il s'agit, pour le Gouvernement des Etats-Unis, de se ménager des alliances et de neutraliser les pays dont il n'est pas sûr. Le Secrétaire d'Etat n'a pas non plus caché l'intention des Etats-Unis de créer la base économique indispensable à une politique de force. C'est ce qui a amené le Gouvernement américain à pratiquer une politique de discrimination à l'encontre des pays qui se sont libérés

de l'exploitation par le capital national et étranger et qui ont conquis leur indépendance économique et politique. C'est ce qui l'a conduit à prendre des mesures discriminatoires contre la Tchécoslovaquie après avoir, vers la fin de la guerre et juste avant la libération du pays par la vaillante armée russe, bombardé des installations industrielles tchécoslovaques.

8. En terminant, M. Cech tient à préciser que les déclarations du représentant des Etats-Unis ne pourront évidemment influencer l'amitié indéfectible qui lie la Tchécoslovaquie à l'Union soviétique, laquelle continue à accorder généreusement son assistance technique à la Tchécoslovaquie depuis la libération de ce pays. Le peuple de la Tchécoslovaquie s'emploie activement, dans une atmosphère de paix, à édifier son économie socialiste. La production de la Tchécoslovaquie se développe régulièrement, son revenu national s'accroît, le niveau de vie de la population augmente sans cesse. Le représentant de la Tchécoslovaquie cite des chiffres qui établissent les progrès réalisés dans le domaine de la rémunération du travail. Il souligne qu'en économie socialiste le travail n'est pas un esclavage mais un droit consacré par la Constitution, en vertu duquel chaque citoyen peut participer au développement de l'économie nationale. C'est pourquoi le peuple tchécoslovaque est fier de coopérer avec l'Union soviétique, et c'est pourquoi il repousse comme par le passé toutes les tentatives dirigées contre sa souveraineté politique et son indépendance économique.

9. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'à la séance précédente de la Commission, la présence d'un nouveau représentant des Etats-Unis a excité son intérêt et sa curiosité. En effet, M. Arkadyev pensait que le sénateur Wiley prononcerait devant la Commission un exposé original, rempli de faits et d'arguments nouveaux. Malheureusement, cet orateur s'est contenté de reprendre des thèmes connus; il a répété le discours prononcé par M. Kotschnig lors d'une session antérieure du Conseil économique et social. Le représentant de l'URSS est certain que la délégation américaine réservera le même discours à la quinzième session du Conseil et sans doute à la huitième session de l'Assemblée générale.

10. Dans sa déclaration, le représentant des Etats-Unis n'a guère fait preuve de modération et, par ses vantardises, il a rappelé un personnage fameux: Tartarin de Tarascon. Ne pouvant nier certains faits, il les a interprétés d'une manière très personnelle.

11. Le sénateur Wiley a prétendu que l'URSS accélérerait sa production d'armement et constituait, par là même, une menace pour les Etats-Unis. Il a voulu ainsi dissimuler les préparatifs de guerre de son propre pays et justifier sa politique d'agression. Les milieux réactionnaires des Etats-Unis tentent de lancer le peuple américain dans la guerre et, par la production d'armement de permettre aux hommes d'affaires de réaliser des bénéfices considérables.

12. Le représentant des Etats-Unis a soutenu que les banques américaines appartenaient à toutes les personnes qui y déposaient leurs économies. L'écolier le moins éveillé sait que dans aucun pays un déposant ne peut être considéré comme le propriétaire d'une banque. Le même orateur a parlé des monopoles américains et il a prétendu de nouveau que ces monopoles étaient la propriété du peuple. Dans ces conditions, on peut se demander pour quelles raisons le Congrès a institué une

commission chargée de contrôler la puissance des monopoles. Après plusieurs années d'étude, cette commission a publié ses conclusions et a souligné le rôle prédominant des monopoles dans la vie économique américaine. De même, le Gouvernement des Etats-Unis a entamé une instance judiciaire contre certains monopoles tels que Dupont de Nemours et la General Motors.

13. Le représentant des Etats-Unis a fait appel aux sentiments religieux et il a cité des passages de la Bible. Malheureusement, il n'a pas réussi à justifier ainsi sa position. Le financier Rockefeller a déclaré un jour que Dieu lui avait donné sa fortune. On peut se demander par conséquent pour quelles raisons Dieu n'a pas étendu ses bienfaits aux travailleurs des abattoirs de Chicago ou aux ouvriers agricoles des plantations du sud des Etats-Unis. Ce n'est pas en manifestant de bons sentiments que les capitalistes justifieront les bénéfices réalisés grâce à l'exploitation des travailleurs.

14. Le représentant des Etats-Unis a exposé ses idées sur la liberté qui règne dans son pays. Pourtant, ses compatriotes ne partagent pas tous son point de vue. En juillet 1952, M. Herbert Hoover a parlé de la suppression progressive de la liberté aux Etats-Unis. Il a ajouté que la création d'une grande armée entraînait la militarisation du pays et constituait une menace à la liberté. Le sénateur Wiley, tout en jetant de toutes les manières possibles le discrédit sur les réalisations sociales des pays de démocratie populaire, n'a rien dit sur les prétendus avantages qui découlent de la liberté aux Etats-Unis. Il n'a nullement fait mention des camps de concentration que le Gouvernement des Etats-Unis se propose d'établir. A ce propos, le représentant de l'URSS cite un extrait du journal *Action*, selon lequel le Ministère de la justice des Etats-Unis a décidé d'accélérer la construction de camps de concentration dans l'Arizona et l'Oklahoma. Pour la construction de ces camps, il utilise comme main-d'œuvre les détenus des prisons fédérales. Récemment, le Président des Etats-Unis a demandé au Haut-Commissaire américain en Allemagne de lui transmettre des renseignements sur l'organisation des principaux camps de concentration nazis et d'envoyer aux Etats-Unis un groupe d'Allemands ayant participé à l'établissement de ces camps. On peut se demander pourquoi le représentant des Etats-Unis n'a pas mentionné ces faits.

15. D'après un article paru dans le *New York Times* en novembre 1952, le représentant des Etats-Unis au Comité spécial du travail forcé qui s'est réuni à Genève a déclaré que, dans son pays, 3.800.000 personnes travaillaient dans des conditions équivalentes à l'esclavage.

16. Le sénateur Wiley a prétendu que l'URSS serait, pour les milliardaires, un pays idéal. M. Kotschnig avait déjà dit la même chose devant le Conseil économique et social. On peut se demander comment le représentant des Etats-Unis explique le fait que les principaux milliardaires vivent dans son propre pays. Il ressort d'un bulletin publié en juin 1952 par la National City Bank of New York que 102 entreprises possèdent, à elles seules, des biens d'une valeur totale de 62 milliards de dollars. Parmi ces entreprises, les plus importantes sont les sociétés Dupont de Nemours, Standard Oil de New Jersey, General Motors et United States Steel. Le représentant des Etats-Unis a affirmé que ces entreprises gigantesques étaient la propriété de petits actionnaires, mais l'on sait fort bien que quelques

familles seulement possèdent la majeure partie des actions et contrôlent ainsi les principaux conseils d'administration.

17. Le sénateur Wiley a déclaré que les Etats-Unis étaient prêts à défendre tous les pays menacés par l'URSS. Il y a longtemps que les Etats-Unis se posent en sauveurs universels. Il leur est ainsi plus facile de s'imposer à ceux qu'ils prétendent sauver. M. Malenkov a souligné que ce champion de l'amitié cherche simplement à mettre en esclavage ses alliés les plus faibles. L'attitude des milieux dirigeants américains leur permet de tromper l'opinion publique du pays et d'encaisser plus facilement des bénéfices grâce à la production d'armements.

18. Le représentant des Etats-Unis a soutenu que son pays désirait aider le peuple russe. Mais de quel genre d'assistance s'agit-il? Sans doute celle qui consiste à affecter des centaines de millions de dollars à des activités subversives dans les pays de démocratie populaire. Comme l'a souligné le représentant de l'URSS devant la Commission politique spéciale¹, le sénateur Wiley lui-même a déclaré que les Etats-Unis devaient faire une propagande hostile contre l'URSS. Il faut espérer que Dieu préservera l'URSS de tels amis.

19. Le sénateur Wiley a rappelé qu'au cours de la dernière guerre son pays avait fourni du matériel de guerre à l'URSS. C'est indéniable. Mais il est également incontestable que les Etats-Unis ont demandé à l'URSS de leur rendre la totalité du matériel qu'ils lui avaient donné. Pourtant il ne faut pas oublier que c'est l'armée de l'URSS qui a anéanti l'armée hitlérienne et a ainsi sauvé l'armée américaine.

20. Le représentant des Etats-Unis a prétendu que l'URSS et les pays de démocratie populaire ne désiraient pas entretenir des relations commerciales avec le reste du monde. Les Etats-Unis ont tout fait pour entraver les relations commerciales entre l'Est et l'Ouest. C'est l'URSS qui a présenté en toute sincérité des propositions tendant à développer ces relations commerciales. L'URSS et les pays de démocratie populaire entretiennent d'ailleurs des relations commerciales avec certains pays situés dans le reste du monde. La Hongrie procède à des échanges commerciaux avec l'Indonésie et l'URSS avec le Pakistan. Ces relations ne peuvent s'établir que dans la mesure où ces pays sont encore libres de l'influence et du contrôle des Etats-Unis.

21. Rappelant l'adoption, par la Première Commission, du projet de résolution de l'Inde relatif à la guerre de Corée [610 (VII)], le représentant de l'URSS souligne qu'en Corée les bombardiers américains ont anéanti des villages entiers et massacré des femmes et des enfants. Aussi la population coréenne, poussée par la colère, s'est-elle révoltée. Les Etats-Unis sont responsables de l'agression en Corée. Les peuples du monde le savent, de même qu'ils savent qui a voté contre la proposition tendant à faire cesser le feu en Corée. Les Etats-Unis porteront devant l'histoire cette lourde responsabilité.

22. M. DE SEYNES (France) rappelle que le représentant de l'URSS a dressé, au cours de la séance précédente, un tableau très sombre de la situation économique de la France, plus particulièrement dans le domaine de la métallurgie. Ce n'est pas la première fois

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Commission politique spéciale, 44ème séance.*

que le représentant de l'URSS recourt à la méthode qui consiste à citer un certain nombre de chiffres soigneusement choisis et à spéculer sur la crédulité de l'auditoire. Cependant, au moment où parlait le représentant de l'URSS, M. de Seynes avait précisément sous les yeux un certain nombre de données qui auraient pu compléter heureusement le tableau brossé par M. Arkadyev. Il ressort des renseignements que possède la délégation française que, parmi les quatre-vingts familles professionnelles de l'industrie métallurgique, seul un petit nombre éprouve des difficultés; d'autres sont particulièrement prospères: l'exportation des machines de bureau a doublé en un an, l'exportation des moteurs rapporte deux fois plus de devises qu'en 1951, l'exportation d'appareils de chauffage au mazout a décuplé depuis 1939.

23. M. de Seynes dit qu'il n'attache pas plus d'importance à ce genre de réfutation que M. Arkadyev n'en attache, sans doute, aux chiffres qu'il a cités. Mais le représentant de l'URSS, et celui de la Tchécoslovaquie au cours de la présente séance, se sont efforcés de présenter la France comme la victime principale de la volonté d'agression des Etats-Unis d'Amérique. C'est là, du reste, une thèse qui se développe depuis quelque temps et dont les tenants présentent chaque jour de nouvelles variantes. A cette dernière phase d'une session qui s'est caractérisée, cependant, par la qualité des débats, le représentant de la Tchécoslovaquie n'a pas craint de mentionner, en dernier ressort, des inscriptions murales. Le représentant de la Tchécoslovaquie connaît les sources de ces inscriptions. Il connaît aussi la France. Aussi peut-il s'imaginer sans trop de mal ce que serait le sentiment de l'immense majorité des Français — y compris ceux qui se livrent à ces inscriptions murales — si les Etats-Unis d'Amérique venaient à obéir aux injonctions qui figurent sur les murs et si les troupes américaines venaient à quitter le sol de la France.

24. Le représentant de la Tchécoslovaquie a présenté la France comme le pays le plus récalcitrant à l'effort d'armement entrepris par le monde libre; il a dit que la France cédait à la volonté du Gouvernement américain, sans préciser la nature des pressions exercées sur elle. Or, l'histoire atteste que tous les efforts déployés récemment par la France sur le terrain diplomatique ont eu pour objet d'assurer la participation du Gouvernement des Etats-Unis à la défense de l'Europe occidentale. Que l'aide généreuse reçue par la France provoque parfois les réactions incongrues auxquelles il a été fait allusion, cela est assez lamentable, mais ne peut tromper personne sur les véritables sentiments du peuple français. Si le représentant de la Tchécoslovaquie tient à savoir sous quelle pression la France réarme, il ferait mieux de regarder plus près de chez lui. D'après les renseignements dont on dispose, il y aurait actuellement 175 à 180 divisions sur pied de guerre en URSS et plus de 70 dans les républiques démocratiques populaires. Pour un pays qui, comme la France, est habitué à l'invasion, ce sont là des données qu'il n'est pas possible de passer sous silence.

25. Le PRÉSIDENT annonce la clôture de la discussion sur le chapitre II du rapport du Conseil économique et social. La question figurant au point 16 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ayant été renvoyée à la Première Commission, l'ordre du jour de la Deuxième Commission se trouve épuisé.

Clôture des travaux de la Commission

26. M. ABDELRAZEK (Egypte) rappelle qu'au début de la session, sa délégation a appuyé la candidature de M. Nosek aux fonctions de Président de la Deuxième Commission. Il se plaît à reconnaître maintenant l'esprit d'impartialité avec lequel M. Nosek a dirigé les travaux de cette Commission, qui, au cours de la présente session, a adopté une série de résolutions qui serviront les intérêts des pays insuffisamment développés. Si des divergences de vues sont apparues, il n'en reste pas moins que la Commission aura fait œuvre utile.

27. M. Abdelrazek tient cependant à constater que la foi dans les droits fondamentaux de l'homme et dans les principes d'égalité entre les nations grandes et petites s'est quelque peu attiédie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Il souligne le fait que les pays insuffisamment développés ne sont pas les responsables mais les victimes de cet état de choses. Il attire l'attention de la Commission sur les signaux d'alarme qui retentissent dans certains pays et qui sont la manifestation des sentiments populaires, des aspirations des peuples avides d'exercer leur droit de libre disposition et de jouir de leurs propres richesses. Il ne faut voir là que le désir, chez les populations des pays insuffisamment développés, chez les peuples de couleur, d'apporter leur contribution à une civilisation harmonieuse. Ce ne sont pas là des marques de fanatisme, mais des manifestations de pur patriotisme; les peuples demandent justice et ils demandent que la force soit mise au service du droit. Il appartient aux Nations Unies de définir les rapports justes et équitables qui doivent régir les relations internationales.

28. En terminant, M. Abdelrazek renouvelle les félicitations qu'il adresse au Président de la Commission; il tient également à féliciter le Vice-Président et le Rapporteur, dont la compétence fait honneur aux pays arabes. Il exprime enfin ses remerciements à tout le personnel du Secrétariat.

29. M. ELAHI (Pakistan) tient à remercier le Président qui a su mener à bien les travaux de la Commission en les dirigeant avec une parfaite impartialité. Il se félicite de ce que, sous l'habile direction de M. Nosek, la Commission ait pu prendre des mesures destinées à faire progresser les pays insuffisamment développés sur la voie du développement économique, et pour alléger les souffrances des populations de ces pays.

30. En terminant, M. Elahi exprime ses remerciements au Secrétaire de la Commission et au Secrétariat des Nations Unies pour leur participation à l'œuvre de la Commission.

31. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) est heureux que le représentant d'un pays ami de l'URSS ait présidé les débats de la Commission. Il félicite le Président de la manière remarquable dont il a dirigé les débats, de sa connaissance approfondie des problèmes, de son tact et de ses qualités d'organisateur. Il adresse ses remerciements au Vice-Président, au Rapporteur, au Secrétaire de la Commission et à tous les membres du Secrétariat qui ont aidé la Commission dans ses travaux.

32. M. JAMAHI (Irak), M. KAZEMI (Iran), M. BUNGE (Argentine), M. YUNG (Inde), M. ANDERSON (Royaume-Uni), M. SASTRO-AMIDJOJO (Indonésie), M. BAUER PAIZ (Guat-

mala), M. YAFTALI (Afghanistan), M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) et M. VANER (Turquie) s'associent chaleureusement aux déclarations prononcées par les précédents orateurs.

33. Au nom du Vice-Président et du Rapporteur, ainsi qu'en son nom propre, le **PRESIDENT** remercie sincèrement les membres de la Commission pour les paroles très aimables qu'ils leur ont adressées. Il exprime sa gratitude au Vice-Président et au Rapporteur pour l'aide qu'ils lui ont apportée dans la conduite

des débats. Enfin, il adresse ses remerciements les plus sincères à M. Georges-Picot, Secrétaire général adjoint chargé des Départements des questions économiques et des questions sociales, à M. Blough, à M. Weintraub, Secrétaire de la Commission, à M. Dumontet, à M. Varley et à tous les membres du Secrétariat qui, au cours de la session, se sont parfaitement acquittés de leur tâche.

La séance est levée à 12 h. 30.



DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

- ARGENTINE**
Editorial Sudamericana S.A., Alsina 500, Buenos Aires.
- AUSTRALIE**
H. A. Goddard, 255a George St., Sydney.
- BELGIQUE**
Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.
- BOLIVIE**
Libreria Selecciones, Casilla 972, La Paz.
- BRESIL**
Livreria Agir, Rua Mexico 98-B, Rio de Janeiro, Sao Paulo, Belo Horizonte.
- CANADA**
Ryerson Press, 299 Queen St. West, Toronto.
Periodico, 4234 de la Roche, Montreal.
- CEYLAN**
The Associated Newspapers of Ceylon Ltd., Lake House, Colombo.
- CHILI**
Libreria Ivens, Moneda 822, Santiago.
Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.
- CHINE**
The World Book Co. Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
Commercial Press, 211 Honan Rd., Shanghai.
- COLOMBIE**
Libreria Latina, Carrera 6a., 13-05, Bogotá.
Libreria América, Medellín.
Libreria Nacional Ltda., Barranquilla.
- COSTA-RICA**
Tres Hermanos, Apartado 1313, San José.
- CUBA**
La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.
- DANEMARK**
Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, København, K.
- EGYPTE**
Librairie "La Renaissance d'Egypte," 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.
- EQUATEUR**
Libreria Científico, Guayaquil and Quito.
- ETATS-UNIS D'AMERIQUE**
Int'l Documents Service, Columbia Univ. Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.
- ETHIOPIE**
Agence Ethiopienne de Publicité, Box 128, Addis Abeba.
- FINLANDE**
Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu, Helsinki.
- FRANCE**
Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, Paris V.
- GRECE**
"Eleftheroudakis," Place de la Constitution, Athènes.
- GUATEMALA**
Goubaud & Cie. Ltda., 5a. Avenida sur 28, Guatemala.
- HAITI**
Librairie "A la Caravelle," Boite postale 111-B, Port-au-Prince.
- HONDURAS**
Libreria Panamericana, Calle de la Fuente, Tegucigalpa.
- INDE**
Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, New Delhi, and 17 Park Street, Calcutta.
P. Varadachary & Co., 8 Linghi Chetty St., Madras 1.
- INDONESIE**
Jajasan Pembangunan, Gunung Sahari 84, Djakarta.
- IRAK**
Mackenzie's Bookshop, Baghdad.
- IRAN**
Katab-Khaneh Danesh, 293 Saedi Avenue, Téhren.
- ISRAEL**
Blumstein's Bookstores Ltd., 35 Allenby Road, Tel Aviv.
- ITALIE**
Colibri S.A., Via Mercalli 36, Milano.
- LIBAN**
Librairie Universelle, Beyrouth.
- LIBERIA**
J. Momolu Kamara, Monrovia.
- LUXEMBOURG**
Librairie J. Schummer, Luxembourg.
- MEXIQUE**
Editorial Hermes S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.
- NORVEGE**
Johan Grundt Tanum Forleg, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.
- NOUVELLE-ZELANDE**
United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.
- PAKISTAN**
Thomas & Thomas, Fort Mansion, Frere Road, Karachi, 3.
Publishers United Ltd., 176 Anarkali, Lahore.
- PANAMA**
José Menéndez, Plaza de Arango, Panamá.
- PARAGUAY**
Moreno Hermanos, Asunción.
- PAYS-BAS**
N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.
- PEROU**
Libreria Internacional del Perú, S.A., Lima and Arequipa.
- PHILIPPINES**
Alema's Book Store, 749 Rizal Avenue, Manila.
- PORTUGAL**
Livreria Rodrigues, 186 Rue Azevedo, Lisboa.
- REPUBLIQUE DOMINICAINE**
Libreria Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.
- ROYAUME-UNI**
H.M. Stationery Office, P. O. Box 569, London, S.E. 1 (and at H.M.S.O. Shops).
- SALVADOR**
Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.
- SINGAPOUR**
The City Book Store, Ltd., Wischetter House, Collyer Quay.
- SUEDE**
C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.
- SUISSE**
Librairie Payot S.A., Lausanne, Genève.
Hans Rounhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.
- SYRIE**
Librairie Universelle, Damas.
- TCHECOSLOVAQUIE**
Cestkoslovensky Spisovatel, Národní Tržde 9, Praha 1.
- THAÏLANDE**
Prasman Mit Ltd., 55 Chetwatt Road, Wat Tuk, Bangkok.
- TURQUIE**
Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.
- UNION SUD-AFRICAINE**
Van Schaik's Bookstore (Pty.) Ltd., Box 724, Pretoria.
- URUGUAY**
Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Av 18 de Julio 1333, Montevideo.
- VENEZUELA**
Distribuidora Escolar S.A., Ferrenquín e Cruz de Candelaria 178 Caracas.
- YUGOSLAVIE**
Drzavno Produzeca, Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita 23-11, Beograd.

Les publications des Nations Unies peuvent également être obtenues aux adresses ci-dessous:

- ALLEMAGNE**
Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin—Schöneberg.
W. E. Soarbach, Frankentresse 14, Köln—Junkersdorf.
Alex. Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.
- AUTRICHE**
B. Wüllerstorff, Waagplatz, 4, Salzburg.
Gerold & Co., I. Graben 31, Wien.
- ESPAGNE**
Libreria Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelone.
- JAPON**
Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome Nihonbashi, Tokyo.

(53F1)

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique) ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).